



POUVOIR JUDICIAIRE

C/5370/2024

ACJC/648/2024

ARRÊT

DE LA COUR DE JUSTICE

Chambre civile

DU JEUDI 23 MAI 2024

Entre

A_____ LTD, LONDRES, SUCCURSALE DE GENÈVE, sise c/o B_____ Sàrl,
_____ [GE], recourante contre un jugement rendu par la 19^{ème} Chambre du Tribunal de
première instance de ce canton le 15 avril 2024,

et

FONDATION COLLECTIVE C_____, p.a. Recouvrement juridique LPP, _____
[ZH], intimée.

Le présent arrêt est communiqué aux parties, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier, par plis recommandés du 24 mai 2024.

Vu le jugement JTPI/4702/2024 rendu le 15 avril 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/5370/2024-19 SFC, prononçant la faillite de A_____ LTD, LONDRES, SUCCURSALE DE GENÈVE;

Vu le recours formé le 2 mai 2024 à la Cour de justice par A_____ LTD, LONDRES, SUCCURSALE DE GENÈVE contre ce jugement, aux termes duquel celle-ci a allégué être solvable;

Vu la décision de la Cour du 3 mai 2024 accordant la suspension de l'effet exécutoire attaché au jugement entrepris et des effets juridiques de l'ouverture de la faillite;

Vu l'ordonnance de la Cour du 3 mai 2024 reçue par la partie recourante le 6 mai 2024, lui impartissant un délai de 10 jours pour déposer la quittance pour solde de l'Office cantonal des poursuites attestant du paiement de la poursuite n° 1_____, intérêts, frais et frais du Tribunal compris, ou la lettre de retrait de la requête de faillite;

Attendu, **EN FAIT**, qu'aucun document n'a été produit dans le délai imparti;

Considérant, **EN DROIT**, qu'à teneur de l'art. 174 al. 2 LP, l'autorité de recours peut annuler le jugement de faillite lorsque le débiteur rend vraisemblable sa solvabilité et qu'il établit par titre que la dette, intérêts et frais compris, a été payée (ch. 1), que la totalité du montant à rembourser a été déposée auprès de l'autorité de recours à l'intention du créancier (ch. 2) ou que le créancier a retiré sa réquisition de faillite (ch. 3);

Qu'ainsi, le débiteur ne doit pas seulement prouver le paiement de la dette à l'origine de la faillite, mais également rendre vraisemblable sa solvabilité, ces deux conditions étant cumulatives (arrêts du Tribunal fédéral 5A_516/2015 du 3 septembre 2015 consid. 3.1; 5A_413/2014 du 20 juin 2014 consid. 3 et les arrêts cités);

Qu'en l'espèce, la partie recourante n'a pas fourni, dans le délai imparti par la Cour, les pièces attestant du paiement de la dette ou du retrait de la requête de faillite, et rendant vraisemblable sa solvabilité;

Que les conditions posées par l'art. 174 al. 2 LP font ainsi défaut;

Que le recours est dès lors manifestement infondé, de sorte qu'il sera rejeté d'entrée de cause et sans débats (art. 322 al. 1 *in fine* CPC);

Que, compte tenu de l'effet suspensif accordé, la faillite prendra effet à la date du prononcé du présent arrêt (arrêt du Tribunal fédéral 5A_92/2016 du 17 mars 2016 consid. 1.3.2.1);

Qu'en application de l'art. 7 al. 2 RTFMC, il sera renoncé à la fixation d'un émolument relatif à la présente décision.

Qu'il n'y a pas lieu d'allouer de dépens à la partie intimée, qui n'a pas été invitée à se déterminer devant la Cour de céans (art. 95 al. 3 let. b CPC).

* * * * *

**PAR CES MOTIFS,
La Chambre civile :**

A la forme :

Déclare recevable le recours formé le 2 mai 2024 par A_____ LTD, LONDRES, SUCCURSALE DE GENÈVE contre le jugement JTPI/4702/2024 rendu le 15 avril 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/5370/2024-19 SFC.

Au fond :

Rejette ce recours.

Confirme le jugement querellé, la faillite de A_____ LTD, LONDRES, SUCCURSALE DE GENÈVE prenant effet le 23 mai 2024 à 12 heures.

Déboute les parties de toutes autres conclusions.

Sur les frais :

Dit qu'il n'est pas perçu de frais judiciaires pour la présente décision, ni alloué de dépens de recours.

Siégeant :

Madame Pauline ERARD, présidente; Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, Madame Nathalie RAPP, juges; Madame Marie-Pierre GROSJEAN, greffière.

La présidente :

Pauline ERARD

La greffière :

Marie-Pierre GROSJEAN

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF indifférente (art. 74 al. 2 let. d LTF).